



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Christophe COUR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES

Hors commission - Vœu relatif à l'annonce de la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers extracommunautaires

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A l'occasion des Rencontres Universitaires de la Francophonie, le Gouvernement a confirmé le 19 novembre son intention d'augmenter les droits d'inscription pour les étudiants étrangers extracommunautaires, suite à une note interne diffusée par l'AFP le 12 novembre.

Cette annonce a soulevé une vive inquiétude dans le milieu universitaire où de nombreux acteurs représentatifs des personnels, enseignants et étudiants ont fait part de leurs craintes concernant une rupture de l'égalité des chances d'accès à l'Université, le renforcement de la précarité étudiante et de leur volonté d'une concertation globale sur le financement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en France.

La France, et en particulier Montpellier, a toujours constitué une terre d'accueil très prisée des étudiants étrangers. Ils contribuent à la richesse de notre territoire, à la mixité sociale et au multiculturalisme dans les différents établissements qu'ils fréquentent. Force vive du territoire montpellierain, ils contribuent à l'identité et à l'attractivité de notre Métropole depuis la création de l'Université de Montpellier en 1289, en devenant ses ambassadeurs à l'international.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil de Métropole d'adopter ce vœu visant à partager l'inquiétude exprimée par la communauté universitaire et demander le retrait de la mesure afin de permettre une concertation globale sur les modalités de financement de l'Enseignement Supérieur et la Recherche ainsi que l'accueil des étudiants étrangers en France.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 4 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-70703A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.